

PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

**BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR
LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Dossier suivi par : Monsieur CORONGIU

☎ 04.91.15.69.26.

N° 89-2009-CESS

ARRÊTÉ PORTANT MISE EN DEMEURE

**à l'encontre de la société CHAUX DE PROVENCE-
SACAM sur la commune de
Châteauneuf-les-Martigues**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,**

VU le Code de l'Environnement et notamment son article L.514-1,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations de co-incinération de déchets dangereux

VU l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2002,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 3 mars 2009,

VU l'avis du Sous-Préfet d'Istres en date du,

CONSIDERANT que la société CHAUX DE PROVENCE-SACAM est autorisée à exploiter une usine de fabrication de chaux, avec possibilité de stocker et de co-incinérer des déchets industriels, sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues par arrêté préfectoral du 21 octobre 2002,

CONSIDERANT que le 4 février 2009 le service environnement de la mairie de Châteauneuf-les-Martigues a constaté un rejet d'eau blanchâtre le long du fossé de récupération des eaux pluviales de l'autoroute A55, au niveau de l'entreprise Chaux de Provence-SACAM,

.../...

CONSIDERANT que suite aux investigations menées par l'exploitant, puis transmises à l'inspecteur des installations classées, il a été constaté que ce rejet était un rejet d'eaux pluviales chargées en poussières de calcaire, dû à une déficience du système de gestion du rejet des eaux pluviales du site,

Considérant que lors de la visite du site par l'inspection des installations le 11 février 2009, il a été constaté que ce rejet accidentel avait eu un impact très faible sur l'environnement, compte tenu de la nature des polluants (poussière de calcaire) et la sensibilité du milieu (présence de nombreux déchets dans le fossé), et provenait du non-respect des prescriptions réglementaires de fonctionnement de l'usine,

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, lorsqu'il a été constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé.

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

La société Chaux de Provence, située ancien Chemin de Martigues, 13220 Châteauneuf-les-Martigues, est mise en demeure de respecter les dispositions, rappelées ci-après, pour l'exploitation de l'usine de fabrication de chaux sur le territoire de la commune de Châteauneuf-les-Martigues :

sans délai à compter de la notification du présent arrêté :

- article 4.1.3, de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2002, relatif au rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées,
- article 4, point II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif au plan des égouts ;

dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- article 3.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 21 février 2002 relatif à la conception des installations de manière à éviter, en toute circonstance, une pollution du milieu naturel,
- article 4, point II de l'arrêté du 2 février 1998 relatif à l'interdiction d'établir de liaison directe entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, et le milieu récepteur.

A cette fin, l'exploitant étudiera et réalisera les travaux nécessaires pour la modification du système de gestion des eaux afin de prévenir, en toute circonstance, tout rejet accidentel d'eaux polluées vers le milieu récepteur.

Il informe l'inspecteur des installations classées de la réalisation effective de des aménagements et il lui transmet l'ensemble des éléments permettant de justifier du respect des dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des autres sanctions administratives prévues à l'article L.514-2 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3

Les droit des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
 - Le Sous Préfet d'Istres,
 - Le Maire de Châteauneuf-les-Martigues
 - Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, *
 - Le Directeur Départemental de l'Equipement,
 - Le Directeur Départemental des Services d'Incendies et de Secours,
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera déposée en Préfecture et en Mairie pour consultation par les tiers.

MARSEILLE, le 20 MAR 2009

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Didier MARTIN